

Feuille d'audience et de jugement

Nous soussignés DECLERCQ Eric, Juge de Police Suppleant

siégeant comme Juge de police en audience publique à Ruhengeri

le 27 Février 1960

en cause du nommé NDUMVIRIYE ~~XXXXX~~ fils de Semanza (ev) et de Nyiramayo-
boke(ev) originaire de Maganza, Territoire Kigezi Uganda et y résident Uruhutu
de Abakiga, célibataire âgé de 24 ans, boy

prévenu d'avoir à Cyanika le 24 Février 1960

~~XXXXX~~ omis lorsqu'il est pénétré dans le Territoire du Ruanda de se pré-
senter, immédiatement après son arrivé au post administratif de Cyanika en vue
d'accomplir les formalités douanières

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~
Nous avons été assistés de

~~L'-----~~ prévenu ~~-----~~ présent il comparait volontairement - sur citation - sur sommation verbale.

Nous avons entendu successivement et sous la foi du serment le nommé

qui nous a déclaré

~~A comparu ensuite, --~~ nommé

qui nous a déclaré

Ruhengeri



9534

Nous avons entendu ensuite le prévenu en ses dires et moyens de défense.

Le système de défense consiste à dire que il ne savait pas qu'il devait se présenter
au poste administratif de Cyanika quand il voulait pénétrer dans le Territoire
du Ruanda

Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu et de dossier constitue à charge
du prévenu que ce dernier ne s'est pas présenté au poste administratif de
Cyanika lors de sa pénétration dans le Territoire du Ruanda

Vu les art. 1 et 2 du l'O.R.U. N° 33 du 26 mai 1925

Le condamnons du chef de infraction à la législation douanière à 15 jours
de S.P.P.

Le renvoyons des poursuites du chef de

Soit au total à 15 jours de servitude pénale principale, à une amende
de francs, ou en cas de non-paiement de cette amende dans le délai
de jours, à jours de servitude pénale subsidiaire.

Aux frais du procès s'élevant à 33 francs, ou en cas de non-paiement
de ces frais dans le délai de 5 jours, à 3 jours de contrainte par corps.

Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le nommé :

à

faute de s'exécuter dans le délai de jours, à jours de contrainte par corps.

Prononçons la confiscation de (ou la mainlevée de la saisie)

Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri

le 27 Février 1960

Le Juge de Police, Suppléant
DECLERCQ. E.

Etat des frais :

P.V.O.P.J. 12

Citations

Audience 8

Jugement 13

Total : 33 francs.

